#### Commune de CHATEAUBOURG 35220

### Département d'Ille et Vilaine

# PROJET D'ALIENATION D'UN CHEMIN COMMUNAL « LES DEVALIERES »

Dossier n° E 25002/35/BEN

## RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

Benoît LERAY

Commissaire enquêteur

## Sommaire:

-Organisation et déroulement de l'enquêtepage 3
II-Le contenu du dossier relatif au projet d'aliénation d'une portion de chemin « LES DEVALIERES »page
III-Analyses des avis et remarquespage 6
IV-Annexespage 7

#### I- ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.

L'enquête publique concerne l'aliénation, par la commune de CHATEAUBOURG, d'une emprise de chemin communal « LES DEVALIERES ».

Par décision du 20 décembre 2024, Monsieur Le Maire, Teddy REGNIER, de CHATEAUBOURG, a désigné un commissaire enquêteur : Monsieur Benoît LERAY, agriculteur à CHANTEPIE.

Faisant suite à une délibération n°20224/212 du conseil municipal du 18 décembre 2024, Monsieur le Maire de CHATEAUBOURG a pris un arrêté le 20 décembre 2024 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du jeudi 9 janvier jusqu'au vendredi 24 janvier 2024 (soit 16 jours consécutifs) aux heures d'ouverture de la mairie.

La publicité de l'enquête s'est faîte conformément à la règlementation :

- -insertion d'un avis au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête (dans le journal « Ouest-France » le 24 décembre 2024 et le journal « 7 jours, les petites affiches » le 24 décembre 2024 » et le « de Journal de VITRE » le 27 décembre 2024.
- -affichage public du 23 décembre 2024 au 24 janvier 2025 en mairie de l'affiche règlementaire et d'une copie de l'arrêté municipal. Il y a eu un affichage sur le site concerné. Le commissaire-enquêteur note que les affiches étaient particulièrement repérables et accessibles à une lecture aisée,
- -l'avis était consultable sur internet sur le site des délibérations communales.

Préalablement à l'enquête, le commissaire enquêteur a :

- -pris connaissance du dossier et paraphé toutes les pièces,
- -a rencontré le mercredi 4 décembre 2024 Madame Anne-Gaëlle FAILLER, Responsable du service urbanisme-foncier de la commune de CHATEAUBOURG, pour faire le point sur le dossier soumis à l'enquête publique.
- -l'affichage public a été vérifié.

Les deux permanences prévues dans l'arrêté de Monsieur le MAIRE, Teddy REGNIER, ont été assurées par le commissaire enquêteur :

- -jeudi 9 janvier 2025 de 10h à 12h,
- -vendredi 24 janvier 2025 de 15h à 17h

#### P.3 dossier n°E25002/35/BEN

Le vendredi 24 janvier 2025 à 17h, le Commissaire Enquêteur a rencontré, Madame Anne-Gaëlle FAILLER, responsable du service Urbanisme-Foncier, en fin d'enquête pour faire un point d'étape et :

- -la mise à disposition du commissaire enquêteur du registre et du dossier d'enquête,
- -la clôture du registre par le commissaire enquêteur,
- -la communication orale des observations écrites et orales recueillies durant l'enquête.

## II-LE CONTENU DU DOSSIER RELATIF AU PROJET D'ALIENATION D'UNE PORTION DU CHEMIN COMMUNAL « LES DEVALIERES » A CHATEAUBOURG.

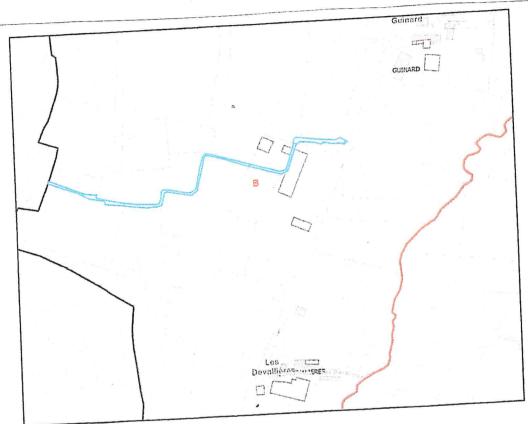
La commune de CHATEAUBOURG est propriétaire du chemin dit « LES DEVALIERES ». Ce dernier n'existe plus physiquement, il ne se poursuit pas sur la commune voisine et n'a plus de fonction de desserte. Un bâtiment agricole a été construit en parti sur son emprise. La surface à aliéner est d'environ 1741 m2.

Le conseil municipal a émis un avis favorable à l'unanimité de principe sous réserve des conclusions de l'enquête publique.

Ce dossier respecte les conditions de mise en œuvre de la procédure :

- -qu'il ne soit pas porté atteinte à l'économie général du PLU,
- -qu'il respecte un but d'intérêt général
- -qu'il respecte le code rural et notamment son article L 161-10,
- -qu'il s'appuie sur une procédure d'enquête publique où la collectivité a élaboré un dossier d'enquête conforme à l'art. R161-26.

P.4 dossier n°E25002/35/BEN



Commissaine Enqui

Plans de situation

La composition du dossier soumis à l'enquête est la suivante :
-d'un projet d'aliénation,
-d'une note explicative,
-des documents graphiques,
-d'une copie des courriers adressés aux riverains,
-des pièces administratives (délibérations du conseil municipal, de l'arrêté de Monsieur Le Maire, des avis parus dans la presse),
III –SOLLICITATION ET ANALYSES DES AVIS ET REMARQUES.

Préalablement à l'enquête publique, Teddy REGNIER, Maire de CHATEAUBOURG, a sollicité l'avis de chaque riverain du chemin concerné par l'aliénation.

Aucune remarque a été portée au registre. Le Commissaire Enquêteur n'a pas reçu de visite.

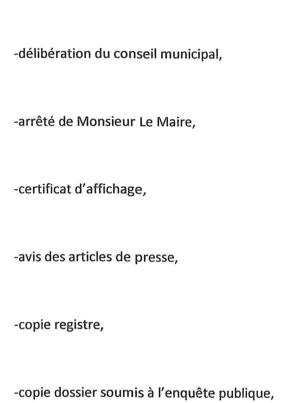
Chantepie, le 23 février 2025

Benoît LERAY

Commissaire-enquêteur

P.6 dossier n°E25002/35/BEN

## Annexes:



P.7 dossier n°E25002/35/BEN

Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 Publié le

ID: 035-213500689-20241218-18122024212DE-DE

<u>Délibération N°2024/212 du Conseil Municipal du 18 décembre 2024</u> Publiée le 27 décembre 2024

# CHEMINS RURAUX : LES HAUTES FEUGETTES/LES DEVALIÈRES LES PETITES BONNES MAISONS/LE PLESSIS BEUSCHER/PONT RIOU Enquête publique

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L2241-1, aux termes duquel le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune ;

VU les dispositions du Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment les articles L161-10 et suivants, aux termes desquels la cession d'un chemin rural désaffecté peut être autorisée par le Conseil Municipal après enquête publique ;

**VU** les articles R161-25 à R1661-27 du Code Rural et de la Pêche Maritime relatif à l'enquête publique préalable et à l'aliénation des chemins ruraux ;

**VU** le Code la Voirie Routière, notamment les articles L141-3 et R141-4 relatif à l'enquête publique préalable et à l'aliénation des voies communales ;

VU l'état des lieux au lieudit les Hautes Feugettes: l'ancien chemin, objet de la présente aliénation, passe au centre de l'exploitation de l'EURL les Hautes Feugettes. La partie Sud du chemin a été aménagée dans le cadre des activités de l'exploitation. Ce passage de piétons et cyclistes pose des questions de sécurité (des personnes et des biens);

VU l'état des lieux au lieu-dit les Devalières : la commune de Châteaubourg possède un ancien chemin rural au lieu-dit les Devalières. Ce chemin a perdu sa fonction de desserte. Un bâtiment agricole a, d'ailleurs, été construit sur une emprise du chemin.

VU l'état des lieux dans le secteur des Petites Bonnes Maisons : la commune de Châteaubourg possède des délaissés de chemin rural au lieu-dit les Petites Bonnes Maisons. Ces délaissés n'ont plus de fonction de desserte. Dans le cadre des différentes opérations d'aménagement prévues dans le secteur des Petites Bonnes Maisons, il convient de céder ces délaissés afin de faciliter les projets.

**VU** l'état des lieux de la rue du Plessis Beuscher : afin de permettre la cession d'un espace vert, le déclassement du domaine public est nécessaire par voie d'enquête publique.

VU l'état des lieux dans le secteur de Pont Riou : il convient de régulariser les différents échanges fonciers réalisés lors du redressement de la route au début des années 1970.

CONSIDÉRANT que ces projets nécessitent une enquête publique préalable au déclassement de ces chemins ruraux et délaissés de voirie ;

.../...



Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 Publiè le

ID: 035-213500689-20241218-18122024212DE-DE

VU l'avis favorable de la commission 3 du 4 décembre 2024 ;

Le Conseil Municipal est invité à se positionner sur l'ouverture de cette enquête. Il sera amené à se positionner définitivement sur ces opérations à l'issue de celle-ci.

## Le CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, décide à l'unanimité :

1°) D'AUTORISER le lancement de l'enquête publique préalable ;

2°) D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE PUBLIQUE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

POUR COPIE CONFORME.

LE MAIRE,

Teddy RÉGNIER

La Secrétaire de séance, Christelle AVERLAND-SCHMITT

Nombre d'élus présents ou représentés : 22 | Pour : 22 | Contre : 0 | Abstentions : 0 | Ne participe(nt) pas au vote : 0





Envoyé en préfecture le 27/12/2024

Reçu en préfecture le 27/12/2024

Publié le

ID: 035-213500689-20241220-20122024410AR-AR

Publié le 07/01/25 sur www.chateaubourg.fr

VILLE DE CHÂTEAUBOURG – DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

## ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 20/12/2024 N° 410 - 2024

## PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A L'ALIENATION DU CHEMIN RURAL SITUE AUX DEVALIERES

## Le Maire de CHÂTEAUBOURG:

VU le Code Général des Collectivités Territoriale ;

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime, et notamment son article L161-1 et suivants, aux termes desquels la cession d'un chemin rural désaffecté peut être autorisé par le Conseil Municipal après enquête publique ;

VU les articles R161-25 à R1661-27 du code rural et de la pêche maritime relatif à l'enquête publique préalable et à l'aliénation des chemins ruraux ;

VU la délibération n°212/2024 relative à l'aliénation du chemin rural au lieu-dit les Devalières et autorisant l'enquête publique,

VU les pièces du dossier d'enquête publique,

#### **ARRÊTE**

ARTICLE 1: il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'aliénation du chemin rural situé au lieu-dit les Devalières de la commune de Châteaubourg, du jeudi 9 janvier à 10h00 au vendredi 24 janvier 2025 à 17h00.

ARTICLE 2: Monsieur Benoit LERAY est nommé commissaire-enquêteur. Il tiendra deux permanences et recevra le public le jeudi 9 janvier de 10h00 à 12h00 et le vendredi 24 janvier 2025 de 15h00 à 17h00.

ARTICLE 3: Le projet d'aliénation du chemin rural situé au lieu-dit les Hautes Feugettes soumis à enquête publique est constitué du dossier d'enquête conformément à l'article R161-26 du code rural et de la pêche maritime.

ARTICLE 4 : Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier sera consultable :

- Sur le site internet de la mairie de Châteaubourg au lien suivant : www.chateaubourg.fr (rubrique : Vivre > Urbanisme > Enquêtes publiques et registres) ;
- Sur support papier à la mairie de Châteaubourg, siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture du service urbanisme de la Mairie (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30).

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit, dans le registre d'enquête. Aux horaires d'ouverture du service urbanisme de la mairie de Châteaubourg, les observations et propositions pourront être consignées directement dans le registre d'enquête.
- Par écrit et par oral, à ses jours et heures de présence en mairie de Châteaubourg, le Commissaire Enquêteur recevra les observations et propositions écrites et orales du public.
- Par voie postale, toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressé à : Mairie de Châteaubourg - à l'attention de M. le Commissaire Enquêteur - 5 place de l'Hôtel de Ville - 35220 Châteaubourg, en précisant l'objet « enquête publique – Chemin rural Les Devalières ».

Envoyé en préfecture le 27/12/2024 Reçu en préfecture le 27/12/2024 Publié le

ID: 035-213500689-20241220-20122024410AR-AR

ARTICLE 5: Les informations relatives à l'enquête publique pourront être obtenues aupres de la commune de Châteaubourg à l'adresse suivante 5 place de l'Hôtel de Ville - 35220 Châteaubourg, ainsi que sur internet à l'adresse suivante : <a href="https://www.chateaubourg.fr/enquetes-publiques-et-registres/">https://www.chateaubourg.fr/enquetes-publiques-et-registres/</a>

ARTICLE 6 : Toute personne pourra, sur sa demande, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la commune.

ARTICLE 7: Un avis au public au public faisant connaître le contenu de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera affiché au tableau d'affichage extérieur de la mairie et sur le site internet de la ville.

Cet avis sera affiché à proximité du chemin.

#### ARTICLE 8:

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire-enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre au maire de la commune de Châteaubourg le dossier avec son rapport dans lequel figurent ses conclusions motivées et son avis favorable, favorable sous réserve ou défavorable. Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

<u>ARTICLE 5</u>: Monsieur le Maire de Châteaubourg Madame la Directrice Générale des Services, Madame la responsable du service urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châteaubourg, le 20/12/2024

LE MAIRE, Teddy RÉGNIER



Affiché en Mairie le : 24 décembre 2024

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes ou par l'application Télérecours citoyen accessible à partir de www.telerecours.fr . La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire.



### **ENQUETE PUBLIQUE**

- Aliénation les Devalières
- Aliénation les Hautes Feugettes
- Aliénation les Petites Bonnes Maisons
- Déclassement rue du Plessis Beuscher
- Déclassement Pont Riou

### **ATTESTATION**

Monsieur Teddy REGNIER, Maire de Châteaubourg, certifie que les arrêtés n° 409-2024, 410-2024, 411-2024, 412-2024 et 413-2024 en date du 20 décembre 2024,

- Ont été affichés en mairie à compter du 23 décembre 2024,
- Ont été affichés sur site à compter du 23 décembre 2024,

A Châteaubourg, le 21/01/2025

Pour le Maire,

Hubert DESBLES, Adjoint à l'urbanisme

Benoît LERAY Commissaire Enquêteur

**HÔTEL DE VILLE** – 35220 Châteaubourg Tél. : 02 99 00 31 47 HORAIRES D'OUVERTURE Du lundi au vendredi

AB ORGANIC

AVIS

AVII 3
armas d'una décision algnés électroment en dats du 31 octobre 2014,
crás unique, après avoir entandu le
ort du Equidateur, a apprové le
os définit de l'opidateur, debrargé
fantat La Bours, demanunt La Bulèra, 35150 Jarraí, de son mandat de
scieut, lu à donné qu'una de au geste prenencé la cibrar de la l'iquidaté prenencé la cibrar de la l'iquida-

#### Marchés publics procédure adaptée (suite)

#### **EMERAUDE** habitation

Travaux de construction d'un foyer de vie Rue de l'Étrier à Saint-Malo Relance lots 11 et 12

#### PROCÉDURE ADAPTÉE

Nom et admose de Forgantiams : Elementude Habitation, Office Public de l'Habitati de Sain-Maio Aggiornimistro.
de Sain-Maio Aggiornimistro.
Type de procédure : procédure adaptée.
Objet principal : manché de travate de construction d'un loyer de Vie, rue de l'Estre à Bain-Maio. Relance tos 11 et 12, C272.
Presistorie chièbe en lotte : cul.
C'intère à Bain-Maio. Relance tos 11 et 12, C272.
C'intère d'atributation : clim é donnant pur la plus eventageuse aposticié en christie de l'action de la loye configuence de la procédure de la legislation de la la réglement de correquience de configuence de la la procédure de la la réglement de correquience de la configuence de la configuence de la configuence de la la réglement de correquience de la configuence de la configuence de la la réglement de correquience de la configuence de la confi

ents à fournir pour la cansildature et l'offre : voir règlement de consulta

Dicturation à relution par le comment à l'étre de la CP (entre 2025, event 12 h 00. Détà timite de réception des critres : le 17 (entre 2025, event 12 h 00. Détà d'emoit du présent evis à la publication : 29 décambre 2024. Admesse à lequelse peuvant ditre consultals les documents de la consulta www.emensules habitations (in violent marchés publica. Modelfilles de retrait des documents de la consultation : Per téléchargement grantiur eur venur amensules habitation ir rubrique mi

#### **EMERAUDE** habitation

Travaux de construction d'une crèche et de 5 logements à Saint-Jouan-des-Guérets (référence : 24:21-C328-DDP), relance des lots 02 VRD, espaces extérieurs, 041 charpente bois (4A) et 042 charpente métallique (4B), 14 plomberie, chaufrage, ventilation

#### PROCÉDURE ADAPTÉE

PROCEDURE AUAP LEE

Mome at decess of forgandems - Emanuda Habitation, Office Public de l'Habitat
de Saint-Malo Agglomération.
de Saint-Malo Agglomération.
Type de procédure : procédure stappée.
Type de procédure : procédure : 24-21-Ca28-0DPP, relence
de la tot 2VRID, appaces exidativen, Ci desperte bols (4A) et 042 charpertes métatique (4B), 14 plomboris, charifaqs, verdietion.
Tentation d'inhée en tribat : out.
Let 02 : VRID, espaces exidativen, but of the company of the

enta à fournir pour la candidature et l'offre : voir règlement de consults

### Syndicat Eau des Portes de Bretagne

Réhabilitation réservoirs eau potable tranche 1

#### PROCÉDURE ADAPTÉE

Data limita da réporsa : 7 février 2025 à 12 h 00. Section 1 : Identification de l'acheteur : Non complet de l'acheteur : Opéract fau des Por Type de numéro national d'identification : Siret. In national d'identification : 25300021 NODISS. Vita : Châtanbourg. Code postat : 332771

suitationāki-lorpAcromme-180 nt hiteme de la consultation : REHAB\_RESERVOIRS\_TR1. nilté das documents de la consultation as trouve sur le profil d'achy

riout. Isation de moyens de communication non comm

teur tick.

Viblastion de moyens de communication non communication non communication non communication non communication non communication in communication in

#### Justice

#### Pour le harcèlement moral,

tout moyen de preuve est admis
Un cadre soupponé de harcèlement moral peut difficilamen
se plaindre des moyens de preuve employés pour établir les
faits, car tous sont admis en justice.
Le recours à une écoute clandestine a ainsi été admis par la

La recours à une écoute clandestine a ainsi été admis par la Cour de cassation qui précise qu'il ne faut pas confondre cette écoute avec un procédé clandestin de surveillance de l'activité de ce salarié, qui semit une surveillance illicita. Pour admettre un tal meyen de preuve, la Cour de cassation rappelle que tous sont admissibles en matière prud'homale et que l'employeur a, envers ses sallariés, une obligation de adout-té qui fui Impose de prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin à une possible situation de harcètement. (Cass. Soc. 6.12.2023, Q.22.14.6653).

#### Marchés publics

Procédure formalisée

Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Saint-Briac/Saint-Lunaire

Extension de la station d'épuration

#### APPEL D'OFFRES RESTREINT

ction : Identification de l'acheteur m complet de l'acheteur : Syndicet Inter

om complet de l'achietaur : Syndrest Intercommunal d'Assansasen respositifications (acres de la Carlo de la Carlo de la Carlo de la Maria, 5500 Sant-Détac-qui-Mer. d'ames e l'ament de Carlo des la Maria, 5500 Sant-Détac-qui-Mer. d'ames internat de Carlo de Carlo de la Carlo del Carlo del Carlo de la Carlo

nalin.
Codo CPV principal : 45252100-0.
Typa de marché : travaux.
Typa de marché : travaux.
Pascription excenteta du marché : la présente consultation corosme hatribution de marché public pour les travaux d'extension de la eticin d'aburation de Seim-fice - Saint-Aumain. La capacité huma de l'exclatation sea de 20 CO EH et

SSI m.N.).

Section : Conditions de marché
Forms juridique du soundissionnaire donnée : non reresigné.
Commande en lighes tout.

Commande en lighes tout.

Discourant en lighes tout.

Palement en lighes : cut.

Sociole : information sur la procédure
Type de procédure : restriction.

Kendare machanism de lota pour lequele un soundissionnair
uns offers : de lota pour lequele un soundissionnair
kombre machanism de lota pour lequele un soundissionnair
kombre machanism de lota seutrabusable : 1.

na offra 13.

combre readmum de lots ettituables 21.

godelen 1 ricosaaira.

combre realmum de candidata 25.

combre realmum de candidata 25.

sécuridos progressiva 2 ron.

eston 1 tachique d'achat

yellena d'acquisition dynamique 2 aucun

nelbre d'escribique a ron.

Systems to expectation by systems of the state of the sta

e. x 1 : pondération : 30 valeur fixe (par unité), valeur économique de

telfm: Estabation (en euros) de la velaur du lot (hors taxae) : 13 000 000 euros. Reconduction du lot : lleudt la Fosse, commune de Selm-Brisc. Reconduction : non. Des vertantas seront prises en considération : non.

Jes of the Meconduction or nonDes verlantes servirt préses en ...
Des verlantes servirt préses en ...
Des verlantes servirt préses en ...
Deplores i non. 104 miles.
Programms fitancé par des mois communeutaires : non.
Types de crities de salection : sutra.
Ditaire de silection utilisé : utilisé
Description des critieras de sélection : capacité économique et financière et également appecté technique et professionnels de chacun des membres composant
une de la contra de selection de fitaps : cui.

\*\*\*Ilander 2025 à 12 h 00.

Isment capacità sochrique at professionnello de chacun de membres composare i a prouperatur.

Je prouperatur.

Je prouperatur.

Je proposare i a proposare i a professionnello de socialità de la composare i a proposare i a professionnello de la composare i a professionnello de la composare i a professionnello de la composare i a composar manda publique. de : exclusione de piein drot (articles L.2141-1 à L.2141-6-1) du Code de la

commande policique.

commande policique.

commande policique.

Infractiona terroristate ou infraedora like e aux activitáts terroristate : eculción com a para certificate terroristate : particular libractiona terroristate : particular libractiona terroristate : particular libractiona terroristate : particular libractiona terroristate : particular libractica : particular :

pice.

Regument sur obligations dars la domains du droit vocia : exclusions de 
in droit (articles L2141-8 L2441-8-1) du Code de la commande publique, 
in droit (articles L2141-8 L2441-8-1) du Code de la commande publique, 
inquament aux obligations dans la domaine du droit du treval : exclusions 
plein droit (articles L2141-8 L2141-8-1) du Code de la commande publique, 
articles : exclusions de plein droit (articles L2141-8 L2141-8-1) du Code de la 
articles publique.

commande publique.

commande publique.

commande publique.

hasheabilité : textualité de plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du course de publicate de plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du course de product se critations de plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du Code de la commande publique. Blans administrate peut mit (publicate : carchistora de plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du Code de la commande publique. Blans administrate peut mit (publicate : carchistora de plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du Code de la commande publique, plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du Code de la commande publique. Coupable d'une facture prévalencées grave : cercusora de plain droit (articles L2141-1 à L2141-6-1) du Code de la commande publique. Accorda enco d'autres opérateurs économiques en vive de fauture prévaleurs decondraignes en vive de fauture solvent de la commande publique.

se ; emiliations inspaire source de la constant de publique. ditt d'infafrit créé par sa participation à la procédure de passation de mar-r embisions de plain droit (articles L.2141-1 à L.2141-6-1) du Code de la com-

manda publique. Association d'investo su indirecto à la préparation de cetta procédura de passa-tion de marché : exclusions de plain droit (atricia L.2741-1 à L.2744-7) al L. de la commande publique. Réditation, dommagne et indiréta ou estros asnotions comparables : exclu-icions de plain droit (atricias L.2441-1 à L.2144-7) du Code de la commande publi-

sions de pilen droit (árricles 12/141-8 12/141-9-1) de Code de la commande publiciales d'incubation pursonner radionaux : subsission de pilen droit (arricles 12/141-8 12/141-9-1) de Code de la commande publique.

Coupable de la tuesse declaratione, non-commandesion, né pase dés en mesure de fournir les documents requis et a obtante des informations certificatitésies de la présente procédient : coulabors de plan droit (arricles 12/141-8).

Section : Procédiers de la moutant de publique.

Section : Procédiers de moutant de publique.

Section : Procédiers de la faction de : N. Tiburile administratió de Reinnes,
3, contour de la Motta, à tatantion de : N. Tiburile administratió de Reinnes,
4, certaur de la Motta, à tatantion de : N. Tiburile administratió de Reinnes,
Adexesa triament : histos/princesat/burile-derinformatió.

Adexesa triament : histos/princesat/burile-derinformatió.

Adexesa triament : histos/princesat/burile-derinformatió.

De control de la reinnesse de commanda de la commanda de la dela controlation de reinnesse de compose de la reinnesse de la dela controlation de reinnesse de compose de la dela dela controlation de la dela controlation de la controlat

#### Un enfant ne peut pas être

virtuellement confié à l'Aide sociale

VII LUEHEITENT CONTIÉ À l'Aide Sociale
La Cour de cassation a rappelé que si un enfant est confié à
l'Aide sociale à l'enfance par un juge, les parents ne pyevent
pas avoir un droit d'hébergement à temps complet, car cela
rendrait la masure virtuelle.
Le piacoment suppose que l'enfant soit en danger, ce qui rend
incompatible la protection et le maintien dans le milieu familial.
Le juge peut accorder un droit de visibe et d'hébergement temporaire, mais pas à temps complet. poraire, mais pas à temps complet. (0855, Civ. 1, 2:10:2024, H 22:13.618)

#### Commissaire Enquêteur Avis administratifs



Mise en compatibilité du PLUi

### APPROBATION

REPTION APPRION PER délabricio en data du 10 décembre 224, la consei communicatio du Videndre 224, la consei communicatio de Videndre Vide

Commune de CHÂTEAUBOURG Déclassement domaine public communal Allénation de chemina ruraux

#### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Per amitide en date du 20 décembre 2024, le maire de la commune de Châ-basabourg Organise une enquête publi-que unique, dont les objets sont : - les Heutes Feugettes : alénation de la partie Sud drus ancien chemin, - les Devallères : alénation d'un ancien

cus unique, dort les objets and i :

- les Mettas Repollars à distancion de la puris Dourse formais de montantion de la puris d'un ancien describent de la manifestation de la puris de la companya del la companya de la companya del la companya de la companya de

public, se i manufació de 10 h DG à 12 h DG cor de junher 2005 de 10 h DG à 12 h DG de 10 h DG.

Th DG.

Th

#### AVIS DE CONSULTATION

DII PUBLIC

gersy. Le dossier est consultable du 18 jan-vier 2025 (9 h 00) au 14 février 2025 



1 journal 4 cahiers

### Justice

## Pour diminuer l'amende,

il faut informer le juge

il faut informer le juge

Avant de prononcer une sanction pécuniaire, tout tribunal doit, selon une obligation générale du code pénal, prendre en considération la situation matérielle, familiaire et sociale du prévenu ses ressources et ses charges, afin de ne pus prononcer une amende disproportionnée. C'est la héje qu'invoquait le propriétaire d'une voiture qui avait été photographiée en excès de vitesse par un radar. Ce titulaire de la carte prise avait été déclaré non coupable de l'excès de vitesse mais cependant redorable de l'amende qui avait été fixée à 400 e. Sans tenir comptia de la situation pécuniaire concrète, protestait l'indéressé pour contester ce montant contraire, selon lui, à la règle du procès équitable. Mais si le juge devait motiver sa déclaion au regard des ressources et des charges, c'est à la condition qu'il at été informé de cette situation, a répondu la Cour de cassation, car il rià pas à enquêter, à rechercher d'autres éléments que ceux qui lui ont été communiqués. C'est à la personne poursuivie de justifier de ses faibles ressources.

(Cass. Crim 31.5.2023 E 22-87.124).

#### Vie des sociétés

## Hoalen

## HÉRITAGE ET PATRIMOINE AUTOMOBILES

(ancienne dénomination Huber Antomobiles) Société par actions éimpléise Au captai de 149 750 euros Siège sociel : 165, rus de Pélia 35310 BRÉAL-SOUS-MONTFOR RCS Romes 315 358 861 Transfert de sièce social

#### sociale et de l'oblet social DÉNOMINATION

DÉNOMINATION
Per déclaires cubelhes unavinnes des sexocida en deta ou 19 décembres 2014, 9 et décidence cubelhes unavinnes des sexocidas en deta ou 19 décembres 2014, 9 et dés décides - de modifier las démonsables en de sexocida establisation par la décembre 2024, - de transférer les sièges social des Bréal-band-Autorin, à Bréal-band-Autorin, d'astrollé des décembres 2024, - de transférer les sièges social des Bréal-band-Autorin, à Bréal-band-Autorin, d'astrollé des la terroites de la conditar del la conditar de la conditar del la conditar de la conditar

goce de volume neuves et d'occasion, de volumes anciennes, de collection et/ou de prestige et l'exposition de volu-res anciennes, de collection et/ou de prestige. Les estaits ont été modifiés en consé-tiennes.

BK2C FINANCES

JD]JURIS DOMUS

Pour exts La Liquidateur.

## Société par actions simplifiée Au capital de 375 000 euros porté à 380 980 euros 58, allée des Tulipes 3510 CESSON-SEVIGNÉ 751 189 584 RCS Remas AVIS DE FUSION

#### AUGMENTATION DE CAPITAL NOMINATION



DE CAPITAL NOMINATION
DE PRÉSIDENT

Aux imme d'un etc 557 en 658 du chi un combinatorio de 18 de 100 euro synt en 18 de 1

. 16 au RCS de Rennas Pour avis La Représentant légal.

RCS de Rennes sous le rumant 198 Sét...

A NOS ANNONCEURS
Neus remercions nos annonceurs da bian voucloir répondre, mâm
por la nágative, cux lettres qui leur parviennent de nos lecteurs,
uurtout à celles-di comportent un finibre pour la réponse



## Annonces légales et judiciaires

## MEDIALEX

### Faîtes-nous parvenir vos annonces légales et judicaires

Vie de société, fonds de commerce, enquête publique, marché public, avis d'attribution, publication judiciaire, vente judiciaire et autre annonce

www.medialex.fr

Mail: annonces.legales@medialex.fr

Tél.: 02 99 26 42 00

Adresse postale: 10, rue du Breil - CS 56324

35063 Rennes cedex

## if de référence stipulé dans Art.2 de l'arrête ministériel du 14 décembre 2023 soit 0,183 C HT le caractère

onceurs sont informés que, conformément eu décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, monocus son normes que, comunemente au voce no core esta de la les encores légales portant sur les sociétés et fonds de comente concernées et publies des les journaux d'anorones légales, sont chigatoisement mises en ligne dans une base de chondes namérique contrale, www.actulegales.fr.

## Avis administratif

## Commune de CHÂTEAUBOURG

Jéclassement domaine public communal Aliénation de chemins ruraux

#### AVIS D'ENQUÊTE **PUBLIQUE**

PUBLIQUE

bar prista en date du 20 décentire
24, le mais de la commune de Châabeung organe une erquelte publisu unique, dont les objets sont :
les Hutuss Feugotses : diémation de
parties Sonnes Maisons : elifenation
de la Sud d'un ancien chemin,
les Devalàres : allentation d'un ann chomin urad.
Petites Bonnes Maisons : elifenation
délaissés d'un ancien chemin,
rous du Plessis Bouscher : déclasseint d'un espaco verr en bord de vorien
ue de sa cession,
Pont filou : déclassement de l'arcien
de de la vole communale.
V. les Maines a designà M. Benat Lerry,
quafté de commissaire enquêteur,
requête publique se déroulers à la
sire de Châteaubeurg, de judicipant
de 25 à 17 h 00 au seradio anvier
2023 à 10 h 00 au seradio anvier
2023 à 10 h 00 au seradio anvier
203 à 17 h 00 au seradio anvier
de pristant de la maine, la comsonne public, en maine de Châteautoria, le jeud 9 janvier 2025 de 10 h 00 à 17 h 00.
Pendant touto la durié de l'enquête
délique, le public pours formuler ses
servations et ropopations nu comissaire enquêteur; chas un registre an
aire, par écrit et pur cralitor au comissaire enquêteur de pur critique des perunences du commissaire enquêteur, y
vole postale adresse e la maine, par
ie destronique à l'universe
puis de la ville. A l'assa de la
rocédure et au vu des conclusions s'enancer par de faire de la ville. A l'assa de la
rocédure et au vu des conclusions en
ancer par de faire de la ville. A l'assa de la
rocédure et au vu des conclusions en
ancer par de faire.

## La vie des sociétés



#### BB FERRY

Société par actions simplifiée Au capital de 50 000 euros Siège social : 69, rue Jean-Guéhenno 35000 RENNES

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature rivée en dale a Rennes du 13/12/2024, la été constitué une société présentant la caractéristiques suivantes.

a été constitueur suivantes : Forme : Société par actions simplifiée. Dénomnation : EB FERRY. Siège : 69, rue Jean-Guéhenno.

35000 Rennes.
Durse: 19 ans à compter de son immanification su Registre du commerce et des sociétés.
Capital: 50 000 euros.
Objet:
- Boulangeria.
- Püisseria.

Restauration racide.

Restauration nacide.

- Chacelette.

- Confiserie.

Exercise du doit devates tout associé
peut participer aux décisions collectives
ser justification de son identité et de
l'inscription en cempte de son actions
au jour de la décision collective.

Sous-réserve des dispositions légies,
chaque associé dispose d'autant de
voix qu'il possèdo du représente d'actions.

tions. Agrément les cossions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité soumises à l'agrément de la collectivité

sournises à l'agráment de la collectivat des associés.
Président: Mine Marina PRIME, née à Rances le 26 aoûr 1979, de nationalité française demourant 14, rue Julies Amoud.
D'ordeter general : M. John Marina de Marina de la Granda 1975, de National de Marina de la Granda 1975, de la Marina de Marina de la Granda 1975, de la Saciété se a immatriculés au Registre du pourmerce et des sociétés de Rennes.

Pour avis Le Président

#### **ANNONCES LEGALES** par téléphone 02 99 26 42 00

71188926501 -VS

CERFRANCE

SCI HUBERT ET FILS

Au capital de 3 000 euros Siége social : Les Grevettes, 35610 SAINT-GEORGES-DE-GRÉHAIGNE 532 680 501 RCS Saint-Malo

AVIS DE MODIFICATIONS

ROMC

Les Alizès, La Rigourdière 35510 CESSON-SEVIGNE SARL au copital de 27 622,50 euro SIRET 462 346 442 RCS Rennes

AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termos d'une délibération en date du 27 nevembre 2014, l'assemblés générale extraordinée à désidé d'aux-mentar le capital social d'une serme de 30 000 aux-mentar le capital social d'une serme de 30 000 aux-mentar les pour le porte à 37 022 50 aux-mentar par création de nu compart sociales, ancienne mention de mental sociales, ancienne mention de mental sociales de 16 de 37 de 22 50 aux-mental de 16 de 37 de 22 50 aux mental sociales de 16 de 37 de 22 50 aux mental sociales de 16 de 37 de 25 de 16 de 16 de 37 de 16 de 1

7343789601 -VS

#### RENOU

Sociéte par actions simplifiée Au cepital de 500 000 euros Siège social : BAIS (35550° Lieu-dit Béru transféré à BAIS (35680) 3. rue Pierre-Landais RCS Rennes 304 426 414

#### **AVIS** DE MODIFICATION

Par décisions de la présidente du 19 décembre 2024, le sège social de la société est transféré de BaisS (3560), lieu-d-19èn-48 su (15680), 3. une Pro-Landais à compter du les décembre

uz4. L'article 4 des statuts a été modifié en

7388806801 - VS

#### «LANDAIS»

Société per uctions simplifiée Au capital da 10 000 euros Siège social : MESANGER («4522) La tôre des Bois ronsfère à BAIS (3580) 3, use Pierre-Landais PCS Nantes 505 228 221

#### AVIS DE MODIFICATION

Par decisions de la présidente du 19 décembre 2024, le siège social de la société est transferé de Méxanger (4652), La Géé des Bois à Bais (3560), 3, rue Pierre-Landais à compter du Ter octobre 2024, l'artifule 4 des staluts a été modifié en conséquence.

tre 2024. L'article 4 des statuts a étà modifié en corresiquence.

La société HDO, dont le siège social est sièue à ryvel. Evisque (72590), de la voiciété HDO, dont le siège (72590), de la voiciété, de la voiciété, de la voiciété, de la voiciété, autoinemente rimutationées au PGS de Nantes sous le numéro 505 282 221, serutaissemais immatinatule au RUS de Rennes.

7388812101 -VS



#### VILLA KER HERIC

Sociétà Civile Immobilière Au capital de 2 000 euros Siège social: 2, alée de l'Escaut 5170 BRUZ 625 193 451 RCS Sennes

### DISSOLUTION

Plar décisions unaimes des essociés du 5 novembre 2024, il a été aberde la dissolution articipes de la sondés du dissolution articipes de la sondés du compter du même jour, et sa l'application annable sous le régines sommentiement. M. Jean-Arielai CORNILLE (1904), a été normé de comment de 1904 de la compte de l'application et parvoir les plus de la compte de l'application et parvoir les plus de la compte de la compte de l'application et parvoir le plus de la compte de collèció.

Le s'étige de la l'application est faz 2, d'application et parvoir la collèció de la l'application est faz 2, d'application et parvoir la l'application et parvoir la l'application et parvoir la l'application est parvoir la l'application est private de collèció.

Le s'étige de la l'application est faz 2, d'application est parvoir la l'application est est pièces resistis à l'application est ellécide au Greffe du mibunal de commerce de Rennes.

Pour aris,

de Rennas. Pour avis, Le Liquidateur

7389262031 - VS

### HTC INGENIERIE

Société par ections simplifiée Au capital de 430 000 euros Au capital de 430 609 euros Siège social 35590 BAIS Lieudit "Béru" Transfere à SAIS (35680) 3, que Pierre Landais RCS Ronnes 610 212 332

#### TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Par décisions bellectives des associés du 20 décembre 2021 le siège social de la Société ent immérée de Bais Gossell, Feutit Tênt à Bais (85880), 3, rue Pierte Lundos à compter du 1et décembre 2024, l'Iraficie à des statuts a été modifié en consequence.

Pour avis.

Pour avis.

#### HOST AND YOU

Société per actions simplifiée Au capital de 1 000 euros Siège social : 6 bis, rue des Ormeux 35000 RENNES

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte signé électroni-quement du 19 décembre 2024, il a éta constitué une société présentant les ca-ractéristiques suivantes : Forma: Société par autions simplifiée unipersonnelle.

Départinguine: LAGET AND VOI.

En date d'effet du 31/12/2024, l'as-semblée des associés as décidé de réduire le capital pour le ra-mener à 2 000 euros. constaté la démission de la gérance de M. Valentin HUBETT. Modifications seront faites au Greffe du TC de Saint-Malo.

unipersonnelle.
Dénomination: HOST AND YOU, Siège: 8 bis, rue des Ohmeaux, 35000 Reman.
Siège: 8 bis, rue des Ohmeaux, 35000 Reman.
Siège: 8 bis, rue des Ohmeaux, 35000 Reman.
Siège: 1000 eures.
Objet: 1

sant sournises a l'agre-mant de la collec-tivité des associés. Président : Ronne LOZARC'H, de-meurait 8 bis, rue des Crinicaux. 35000 Rannes. Soucu Hannes.

La société sera immatriculée au Re-gistre du commerce et des sociétés de Rennes.

formalités

MEDIALEX

en toute

sécurité

Vos

quence.

Mention faite au RCS de Rannes.

Pour sylo.

7388860501 - VS

7388857401 - VS



#### TOP NÉGOCE SERVICES

Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 10 000 euros Siègs : ZA du Verger 35500 ERBRÉE 35500 EHBREE Siège de liquidation : ZA du Verger 35500 ERBREE 853 064 453 RCS Recoes

#### **AVIS** DE DISSOLUTION

DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire réunisle 31 octobre 2024 adécide la dissolution anticipée de la Socialé à compter du 31 octobre 2024 et sa miss en judicition anticipée de la Socialé à compter du 31 octobre 2024 et sa miss en judicition antible acus le régime par les statuts de les débiés ations de la roite accentifiants prévales par les statuts de les débiés ations de la Ella a normé comma l'outentier Montièur Remy GENIN, demeurant 2, boulevard Saint-Marin, USSON Virté, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus rets que déterminés par la loi et autout respective de la décembre de la liquidation, réaliser l'acusti, acquiter le passifie l'a autorie à cent de nouvelles pour les bacoins de la liquidation.

La siège de la liquidation.

La siège de la liquidation.

La siège de la liquidation ent lier 2 du Vergra, assot l'arrec, c'est à cette active encoyée at que les acter et decuments concernants liquidation devrant de la commence de l'acustion sevent déposées au Graffe du Tribunal de commence à Pennas, en année au Registre du commence et des accidents.

Les Liquidation.

7700250101 - VS



#### **CESSION** DE FONDS

Suivantudes sous seeing privão date à Chateaugiran da 30/10/2024, enregistre da 18/10/2024, enregistre da se impõis de Rennes le 18/11/2024, dosser 2024 000329-19, ref. 35049-18 2024 A 0.785. Mme Agnás Chiefard, dosser 2024 000329-19, ref. 35049-18 2024 A 0.785. Mme Agnás Chiefard, dosser 2024 000329-19, ref. 35049-18 2024 0.785. Mme Agnás Chiefard, dos chiefa se since a chiefa da la contieta de la completa, 25-10 Chiefardgrian, avous la numéro Saré 38/1800 267 0.0035, a cede à la nociété MGRA Société à responsabilité limités du capital de la 2004 euros, syent son siège social 13, rue Xanier-Grail, 35-10 Chiefard de la 1200 euros, syent son siège social 14, rue Xanier-Grail, 35-10 Chiefard de la 2004 euros, immatrioule au Registre du commerce et des sociétés de Rennes sous le numéro 31-10 europier du commerce de Pressing, exploité à Châteaugien (35-10), 2, rue des comptoirs, sous de l'entregrise individuelle Are ad commerce et des sociétés de Rennes sous le numéro Site 18/1800 et de 100 000 euros, avec antres en jouis-ance la ten nevembre 2024.
La prise de passession et l'exploitant effective par l'excepteur on et et fixées au 17/1/2024.
La sprosotions secont reçues dans les six jours de la dernière en acta des publicités légalaba, et jour tantes crarespondade de la four d'Auversepondade de la four de la four d'Auversepondade de la four d'Auversepondade de la four de la four d'Auversepondade de la four de la four d'Auversepondade de la four de la four d'Auversep

Pour avis.

7369119201 - VS



#### DU BOIS RAOUL

SCEA au capital de 15 750 euros Siège social : Bois Rocul S5560 RENAC 408 830 172 RGS Rennes

#### MODIFICATIONS STATUTAIRES

En date d'effet du 30/11/2024, l'es-

En date d'effet du dur l'avecui, les semblée des associés a décidé : -deréduirele capital pour le ramener à 10 320 euros, -la démission de gérance de Mine Ba-née CHEVAL : L'adjanction de l'activité photovoltai-

que. Modifications seront laites au Greffe du TC de Rennes.

Pour avia.



#### LE PRÉ DES CLOS

ciété civile d'exploitation agricale Au capital de 270 000 euros Siège social : "Trobert" 35560 RENAC 915 355 143 RCS Rennes

#### MODIFICATIONS STATUTAIRES

En date d'effet du 30 novembre 2024. l'assemblée des associés à décidé d'augmenter le capital pour le porter à 371 000 euros. Modification sera faite au gelle du Tribunal de commerce de Ren-

## **Annonces légales**

### Régimes matrimoniaux

NOTAREN

#### **AMÉNAGEMENT** DE RÉGIME MATRIMONIAL LEROY/HERVOCHON

Suivant acte reçu par Maître Corinne JAGAULT-PELERIN, de la SELARL dénom-mée «Corinne JAGAULT-PELERIN et Florence HUPEL-DELAMARRE, notaires dont le siège est à CORPS-NUDS (ille-et-Vilaine), 32 Boulevard François Mit-terrand, CRPCEN 35024, le 20 décembre 2024, a été conclu un aménagement de régime matrimonial avec ajout d'une clause de préciput en cas de décès entre :

-Monsieur André Jean Marie LEROY, -et Madame Nicole Monique Raymonde HERVOCHON,

-et Madame Nicole Monique Raymonde HERYOCHON, demeurant ensemble à SAULNIERES (35320), 15 La Belle Epine. Mariés à la mairie de CHANTELOUP (35150) le 20 décembre 1975 sous le règime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Cerégime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. Les oppositions des créanniers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la prèsente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

## Capital social



KREATIC'HOME S.A.S au capital de 20.000 Euros Siège social : rue Cognac Jay Parc Lann 56000 VANNES RCS VANNES 503 628 760

#### AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

DU CAPITAL SOCIAL

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 6 décembre 2024, 
les Associées ont décide d'augmenter 
le capital social d'une somme de 80.000 
Euros par incorporation d'une somme 
d'égal montant prélevée sur le poste du 
bilan intitulé - autres réserves- et élévation de la valeur nominale des 2.000 
actions de 10 Euros à 50 Euros.

Le capital de la société est désormals 
fixé à 100.000 Euros et est divisée m

Le capital de la societé est desormant fixé à 100.000 Euros et est divisé en 2.000 actions d'une valeur nominale de 50 Euros chacune, entièrement libérées. Les articles 6 et 8 des statuts ont été

## **Commissaire** aux comptes

TACHENN FONCIERE SAS Au capital de 1 100 000 Euros Siège social : 4T avenue d'Helmstedt 35500 VITRÉ RCS RENNES 837 489 988

Par décision de l'associé unique du 13 décembre 2024, le mandat de la société A.C.R.C., Commissaire aux comptes titu-laire, n'a pas été renouvelé, cette nomi-nation n'étant plus obligatoire. Mention sera faite au RCS de RENNES.

Pour avis, Le Président

MAISONS INEA SAS
Au capital de 100 000 Euros
Siège social:
4 T avenue d'Helmstedt 35500 VITRÉ RCS RENNES 837 634 773

Par AGO du 12 décembre 2024, les asso-ciés ont pris acte que le mandat de la

Par AGO du 12 décembre 2024, les asso-ciés ont pris acte que le mandat de la société A.C.R.C. ASSISTANCE CONSEILS ET REVISION COMPTABLE, Commissaire aux comptes titulaire, est arrivé à expira-tion et ont décidé: - de ne pas renouveler le mandat de la société A.C.R.C. ASSISTANCE CONSEILS ET REVISION COMPTABLE, Commissaire aux comptes titulaire; - de nommer en qualité de Commis-saire aux comptes, pour une durée de six exercices, la société ACRC CABINET EHRHARDT AUDIT, SAS au capital de 10 000 €, dont le siège social est situé 14, rue de Waldkirch à SÉLESTAT (67600), immatriculée au RCS de COLMAR, sous le numéro 893 35 150; et après avoir stappelé que la désignation d'un Commissaire aux comptes sup-pléant nes impose que si le Commissaire aux comptes est une personne physique ou une société unipersonnelle confor-mément aux dispositions du Code de commerce, de ne pas nommer un Com-missaire aux comptes sup-pléant.

### Enguête publique

COMMUNE DE CHÂTEAUBOURG

#### AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE DÉCLASSEMENT DOMAINE PUBLIC COMMUNAL ALIÉNATION DE CHEMINS RURAUX

DE CHEMINS RURAUX
Par arrètés en date du 20 décembre 2024,
le maire de la commune de Châteaubourg organise une enquête publique
unique, dont les objets sont
- les Hautes Feugettes : aliénation de la
partie Sud d'un ancien chemin,
- les Devalières : aliénation d'un ancien
chemin rual.
- Petites Bonnes Maisons : aliénation de

- Pettes Bornes Maisons : attention de délaissés d'un ancien chemin, - rue du Plessis Beuscher : déclassement d'un espace vert en bord de voirie en vue

de sa cession nt Riou : déclassement de l'ancien

ne sa tesson.

Pont Riou : declassement de l'ancien tracé de la voie communale.

Monsieur le Maire a désigné Monsieur le Maire a désigné Monsieur Benoît LERAV, en qualité de commissaire-enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la mairie de CHATEAUBOURG.

2025 à 17h. aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public, en mairie de CHATEAUBOURG.

Le jeud 19 janvier 2025 de 10h à 12h et le vendredi 24 janvier 2025 de 15h à 17h.

n. dant toute la durée de l'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra formuler ses observations et propositions au commissaire-enquêteur : dans un registre en mairie, par écrit et par oral lors des permanences du commissaire-enquêteur, par voie postale adressée à la mairie, par voie électronique à l'adresse enquete, publique@chateabourg, fro qui via le formulaire disponible sur le site internet de la ville. A l'issue de la procédure et au vu des conclusions émises par le commissaire-enquêteur, le Conseil Municipal sera amené à se prononcer par délibérations.



## Dissolution par T.U.P

Société de Gestion Société de Gestion
de Distributeurs Automatiques
(S.G.D.A.)
Société à responsabilité limitée
Au capital de 12 000 Euros
Siège social :
58 rue des Albatros
35220 CHÂTEAUBOURG RCS RENNES 729 200 147

RCS REINNES 7.29 200 141

Par décision du 31 octobre 2024, la société LEGAVRE HOLDING, société à responsabilité limitée au capital de 8.000 Euros, dont le siège social est Plaisance 35500 VITRÉ, immatriculée au RCS sous le numéro 448 782 391 RCS REINNES a, en sa qualité d'associée unique de la société Société de Gestion de Distributeurs Automatiques (S.G.D.A.), décidé la dissolution anticipée de ladite Société par confusion de patrimoine et sans liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil. Cette dissolution entraîne la transmission universolution entraîne l'article 1844-5 du Code civil. Cette dis-solution entraîne la transmission univer-selle du patrimoine de la société Société de Gestion de Distributeurs Automa-tiques (S.G.D.A.) au profit de la société LEGAURE HOLDING, sous réserve qu'à l'issue du délai d'opposition de trente jours à competr de la date de publica-tion au BODACC, les créanciers sociaux tion au BODACC, les creanciers sociaux n'aient pas formé opposition à la dissolu-tion ou, en cas d'opposition, que celles-ci soient rejetées en première instance ou que le remboursement des créances ait été effectué ou les garanties constituées. Cette décision de dissolution a fait l'ob-Lette decision de dissolution à lair Creffe du Tribunal de commerce de RENNES. Les oppositions doivent être présen-tées devant le Tribunal de commerce de

### Gérance



HISSEO NAUTIC HISSEO NAUTIC
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 Euros
Siège social:
rue de l'ile de Sein
ZA du Bisconte
56680 PLOUHINEC RCS LORIENT 930 379 276

#### DEMISSION DU DIRECTEUR GENERAL

Aux termes d'une décision en date du 28/11/2024, la Présidente a pris acte de la démission de Monsieur Marc-Antoine FRANCESE demeurant à GUIDEL (55520) Scubidan de ses fonctions de Directeur Général et a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement

Pour avis, La Présidente

#### LOGER SON ENFANT GRATUITEMENT

rents ont tout à fait le droit de

Les parents ont tout à fait le droit de loger leurs enfants gratuitement dans le bien acquis. Dans ce cas, le bien ne sera pas considéré comme un bien locatif, il n'y aura pas de revenué foncier donnant lieu à imposition. L'absence de location exclut donc les déficacisations type Pinel. Cela ne constitue pas un avantage pour l'enfant gracieusement logé, sous réserve que l'aidre este raisonnable : surface modique pendant la durée des études. Cela résulte de l'obligation alimentaire due par chaque parent à ses enfants. En cas d'aide manifestement exagérée, au décès des parents, ses frères ets seurs pourraient demander qu'il en soit ten compte dans la succession afin de respecter l'égalité entre eux. Il convient donc de définir avec votre Notaire, votre intention afin que ce the bèrgement gratuit ne soit pas requalifié en donation lors de la succession.



### Constitutions

Cabinet HSA Avocats 40 Bd de la Tour d'Auvergne CS 14458 35044 RENNES

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19 décembre 2024, il a été consti-tué une société présentant les caractéris-

Aux termes d'un acte sous seing prive en date du 19 décembre 2024, il et éc constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
-Forme : société à responsabilité limitée Dénomination : REEGOUD Siège social : 33 rue du Pressoir Godier, 35760 SAINT-RéFGOIRE - Capital social : 101.000 Euros Digital : Capital social : 101.000 Euros - Objet : L'activité de société holding, l'exercice des fonctions de direction et d'administration des filiales ; la réalisation de toutes prestations de conseil et d'assistance aux entreprises, toutes études, transactions, opérations d'intermédiaires, conseils, services, analyses, représentations, aide, formations, fuertudes, transactions, opérations d'intermédiaires, conseils, services, analyses, représentations, aide, formations, d'intermédiaires, l'acquisition par tous moyens et la gestion de toutes d'interpations ou valeurs mobilières aux faillales et aux particuliers; l'acquisition par tous moyens et la gestion de toutes d'institutions ou d'intérêts dans toutes participations ou d'intérêts dans toutes participations ou d'intérêts dans toutes participations ou d'intérêts dans toutes conferie de tous droits mobilières (et entreprises commerciales, industrielles, financières, de la consession de toutes l'incres d'exploitation et l'exploitation de toutes marques de fabrique et de tous brevets et licences de brevets, leur cession ou leur apport, la concession de toutes l'incres d'exploitation et/ou la cession, le tout par tout moyen, de tous biens immobilières nus ou meublès, ou de tous droits mobiliers s'expérialement, toutes opérations d'un et l'exploitation et l'exploitation et l'ou la cession, le tout par tout moyen, de tous biens immobilières pouvant seratacher d'iectement ou indirection d'indirection d'ind

tement à l'objet social ou à tous objet similaire ou connexe.
Durée: 93 années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociébés.
-Gérance: Monsieur Grégory OUDARD, né le 22 janvier 1979, demeurant 33 rue du Pressoir Godier, 35760 SAINT-GRÉGOIRE.
-Cession des parts sociales: la cession des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
-Immatriculation: La société sera immatriculée au RCS de RENNES.



Cabinet HSA Avocats
40 Bd de la Tour d'Auvergne
CS 14458
35044 RENNES

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 décembre 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
- Forme: société à responsabilité limitée
- Dénomination: KEHML
- Siège social : 1 La Maison Neuve, 35520
La Mézière
- Capital social : 10.000 Euros

 Capital social: 101.000 Euros
 Objet: L'activité de société holding, l'exercice des fonctions de direction et d'administration des filiales; la réalid'administration des fullates; la reali-sation de toutes prestations de conseil et d'assistance aux entreprises, toutes études, transactions, opérations d'inter-médiaires, conseils, services, analyses, représentations, aide, formations, pres-tations aux sociétés, aux entreprises, notamment aux filiales et aux particureprésentations, aide, formations, prestations aux sociétés, aux entreprises,
notamment aux filiales et aux particuliers ; l'acquisition par tous moyens et
la gestion de toutes participations ou
valeurs mobilières, ainsi que l'exercice
de tous droits attachés à ces participations et valeurs mobilières ; la prise de
participations ou d'intérêts dans toutes
sociétés et entreprises commerciales,
industrielles, financières, mobilières ou
immobilières ; le dépôt, la prise, l'acquisition et l'exploitation de toutes marques
de fabrique et de tous brevets et licences
de brevets, leur cession ou leur apport, la
concession de toutes licences d'exploitation ; l'acquisition, la réception comme
apports, la construction, la location,
la sous-location, la gestion, l'exploitation et/ou la cession, le tout par tout
moyen, de tous biens immobilières nus
ou meublés, ou de tous droits mobiliers,
et généralement, toutes opérations
industrielles, commerciales, financières,
civiles, mobilières ou immobilières, pouvants erattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objet
similaire ou connexe.

- Durée: 99 années à compter du jour de
son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

- Gérance: Monsieur Mathieu PENHOUET,
né le 28 novembre 1979, demeurant 1 la
Maison Neuve, 35520 LA MÉZIÉRE.

- Cession des parts sociales: la cession
des parts s'opère par un acte authentique ou sous seng privé. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont
librement essibles entre associés.

- Immatriculation: La société sera immatriculée au RCS de RENNES.

triculée au RCS de RENNES.



GAUDAÉ
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 500 Euros
Siège social :
rue du Presbytère
56310 PLUMELIAU-BIEUZY

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à PLUMELIAU-BIEUZY du 19/12/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes -Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Forme sociale: Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale: GAUDAÉ
Siège social : PLUMELIAU-BIEUZY
(56310), rue du Presbytère,
Objet social : PLUMELIAU-BIEUZY
(56310), rue du Presbytère,
U'exploitation par voles directes ou indirectes de tous fonds de commerce de camping, gites,
L'acquisition, la gestion, la location et la vente de tous fonds de commerce, de camping, gites,
L'acquisition, la gestion, la location et la vente de tous fonds de commerce, de camping, gites,
L'acquisition, la gestion, la focation et la vente de tous fonds de commerce, de camping, gites,
L'acquisition, la gestion, la focation et la vente de tous fonds de commerce, de camping, gites,
L'acquisition, la gestion, la focation et la vente de la ven poursuivi par la société, sont extension ou son développement. - Durée de la société : 99 ans à compter

de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des

- Capital social: 1 500 Euros.

Gerands:
 Monsieur Jérémy GAUTIER demeurant à RIEC-SUR-BELON (29340), 74 rue du

Belon, . Madame Katharina DAEDLER demeu-rant à RIEC-SUR-BELON (29340), 74 rue

du Belon.

- Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de LORIENT.

Pour avis La Gérance





Objet de l'enquête : L'enquête publique portera sur l'aliénation d'un chemin rural au lieu-dit les Devalières.

Arrêté d'ouverture d'enquête : Arrêté municipal du 20/12/2024 n° 410 - 2024

Commissaire enquêteur : Monsieur Benoit LERAY

Durée de l'enquête : 16 jours, du jeudi 9 janvier 2025 10h au vendredi 24 janvier 2025 à 17h.

<u>Siège de l'enquête :</u>
Mairie de Châteaubourg – 5 place de l'Hôtel de Ville – 35220 CHÂTEAUBOURG

Registre d'enquete :
Registre comportant ...... feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaireenquêteur destiné à recevoir les observations du public.

Le Rapport et les conclusions de la commissaire-enquêtrice seront tenus à la disposition du public dès leur réception à la mairie de Châteaubourg et sur le site internet de la ville.

Benoff LER Commissaire En



## OBSERVATIONS DU PUBLIC

8 6bsarations
O Opported
Benoît LERAY  Commissaire Enquêteur
YAGE 143040G



## **ALIENATION CHEMIN RURAL**

## LES DEVALIERES

ENQUETE PUBLIQUE du 9 janvier 2025 au 24 janvier 2025

Dossier de Présentation



#### Commune de CHATEAUBOURG 35220

### Département d'Ille et Vilaine

# PROJET D'ALIENATION DU CHEMIN COMMUNAL « LES DEVALIERES »

Dossier n° E 25002/35/BEN

## **CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Benoît LERAY

Commissaire enquêteur

## Sommaire:

Conclusions et avispage
I-Contexte règlementaire de l'enquêtepage
II-Rappel du projet d'aliénation du délaissé du chemin communal « LES DEVALIERES»page 4
III-Analyses des avis et remarquespage 5
IV-Conclusions et avispage 6

#### CONCLUSIONS MOTIVEES.

Les présentes conclusions résultent de l'enquête publique prescrite par l'arrêté municipal de Monsieur Le Maire de CHATEAUBOURG, Monsieur Teddy REGNIER en date du 20 décembre 2024 concernant :

L'aliénation du délaissé d'une portion du domaine public d'une emprise communale par la commune au lieu-dit « LES DEVALIERES ».

Ces conclusions découlent de l'étude du dossier soumis à l'enquête, des reconnaissances effectuées par le Commissaire Enquêteur, la réflexion à laquelle il s'est livré ainsi que l'analyse :

-des réflexions portées au registre.

#### I-CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE.

L'enquête publique concerne l'aliénation, par la commune de CHATEAUBOURG, du délaissé d'un chemin communal.

Par décision du 20 décembre 2024, Monsieur Le Maire, Teddy REGNIER, de CHATEAUBOURG, a désigné un commissaire enquêteur : Monsieur Benoît LERAY, agriculteur à CHANTEPIE.

Faisant suite à une délibération n°20224/212 du conseil municipal du 18 décembre 2024, Monsieur le Maire de CHATEAUBOURG a pris un arrêté le 20 décembre 2024 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du jeudi 9 jusqu'au vendredi 24 janvier 2025 (soit 16 jours consécutifs) aux heures d'ouverture de la mairie.

La publicité de l'enquête s'est faîte conformément à la règlementation :

- -insertion d'un avis au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête (dans le journal « Ouest-France » le 24 décembre 2024 et le journal « 7 jours, les petites affiches » le 24 décembre 2024) et le journal de VITRE le 27 décembre 2024.,
- -affichage public du 23 décembre 2024 au 24 janvier 2025 en mairie de l'affiche règlementaire et d'une copie de l'arrêté municipal. Il y a eu un affichage sur le site concerné. Le commissaire-enquêteur note que les affiches étaient particulièrement repérables et accessibles à une lecture aisée,
- -l'avis était consultable sur internet sur le site des délibérations communales.

Préalablement à l'enquête, le commissaire enquêteur a :

- -pris connaissance du dossier et paraphé toutes les pièces,
- -a rencontré le mercredi 4 décembre 2024 Madame Anne-Gaëlle FAILLER, Responsable du service Urbanisme-Foncier, pour faire le point sur le dossier soumis à l'enquête publique.
- -l'affichage public a été vérifié.

Les deux permanences prévues dans l'arrêté de Monsieur le MAIRE, Teddy REGNIER, ont été assurées par le commissaire enquêteur :

- -jeudi 9 janvier 2025 de 10h à 12h.
- -vendredi 24 janvier 2025 de 15h à 17h.

Le vendredi 24 janvier 2025 à 17h, le Commissaire Enquêteur a rencontré, Madame Anne- Gaëlle FAILLER, en fin d'enquête pour faire un point d'étape et :

- -la mise à disposition du commissaire enquêteur du registre et du dossier d'enquête,
- -la clôture du registre par le commissaire enquêteur,
- -la communication orale à Madame le Responsable du service, des observations écrites et orales recueillies durant l'enquête.

II-LE CONTENU DU DOSSIER RELATIF AU PROJET D'ALIENATION D'UNE PORTION DU CHEMIN COMMUNAL DIT « LES DEVALIERES » A CHATEAUBOURG.

La commune de CHATEAUBOURG est propriétaire du chemin dit « LES DEVALIERES ». Ce dernier n'existe plus physiquement. Un bâtiment agricole a été construit sur son emprise.

Le conseil municipal a émis un avis favorable à l'unanimité de principe sous réserve des conclusions de l'enquête publique.

Ce dossier respecte les conditions de mise en œuvre de la procédure :

- -qu'il ne soit pas porté atteinte à l'économie général du PLU,
- -qu'il respecte un but d'intérêt général
- -qu'il respecte le code rural et notamment son article L 161-10,
- -qu'il s'appuie sur une procédure d'enquête publique où la collectivité a élaboré un dossier d'enquête conforme à l'art. R161-26.

Cette portion de chemin est d'une surface d'environ 1741 m2.

La composition du dossier soumis à l'enquête est la suivante :

- -d'un projet d'aliénation,
- -d'une note explicative,
- -des documents graphiques,
- -d'une copie des courriers adressés aux riverains,
- -des pièces administratives (délibérations du conseil municipal, de l'arrêté de Monsieur Le Maire, des avis parus dans la presse),

#### III -SOLLICITATION ET ANALYSES DES AVIS ET REMARQUES.

Préalablement à l'enquête publique, Teddy REGNIER, Maire de CHATEAUBOURG, a sollicité l'avis de chaque riverain du chemin concerné par l'aliénation du chemin.

Aucune remarque a été porté au registre. Le Commissaire Enquêteur n'a pas reçu de visite.

P.5 dossier n°E25002/35/BEN